

NICOLAS SARKOZY ET SA NOUVELLE POLITIQUE ARABE DE LA FRANCE

Un nouveau trio : invasion migratoire, sécurité, terrorisme

Contraint et forcé, suite à une politique étrangère de plus en plus contestée, y compris dans son propre camp, Nicolas Sarkozy a dû remanier quelque peu son gouvernement. Mais comme les sondages le donnent au plus bas ces derniers mois et que l'unique horizon qu'il tente d'atteindre est sa réélection en 2012, le président français fait de deux pierres deux coups. Un gouvernement qui peut l'aider dans sa réélection et l'esquisse d'une politique étrangère — ce qu'il a appelé dans son intervention de dimanche soir «une autre voie» — en direction des pays arabes. Mais, dans cette «autre voie», Sarkozy, qui continue à s'inquiéter de la montée du Front national qui pourrait entraver sa réélection, joue encore sur les peurs des «flux migratoires» que pourraient engendrer ces révolutions arabes. Celui à qui il vient d'affecter le porte-feuille des affaires étrangères — Alain Juppé — va-t-il se contenter de ses alignements sur l'extrême droite ? Rien de moins sûr, d'autant que depuis son retour au pouvoir, Juppé ne s'est pas empêché de se démarquer des déclarations désastreuses en pleine crise dans le monde arabe, comme au plan intérieur, il a fait entendre fortement sa voie sur l'absurdité du lancement du débat sur l'islam.

De notre bureau de Paris,
Khadidja Baba-Ahmed

Alain Juppé prend le porte-feuille des affaires étrangères et celle qui le détenait jusque là — Michèle Alliot-Marie — prise sous les turbulences de ses agissements en Tunisie, a dû faire ses bagages. Gérard Longuet, ancien du tristement GUD, Groupe d'extrême droite, succède à Juppé à la défense. Son ami de toujours, Brice Hortefeux, ministre de l'Intérieur, à la politique sécuritaire des plus déplorable et aux frasques judiciaires en cours, est débarqué en attendant de le caser quelque part.

Son remplacement par Claude Guéant ne signifie pas cependant un changement dans la politique sécuritaire, dans la mesure où ce nouveau titulaire de l'intérieur, jusque-là secrétaire général de l'Elysée, était l'homme fort du pouvoir, l'inspirateur de toute la politique de Sarkozy, celui qui décidait sur tout. Et c'est justement pour ces raisons qu'Alain Juppé n'a accepté ce nouveau poste qu'à la condition qu'il soit le seul commandant de bord dans la conduite de la politique étrangère. Mais plus que ce remaniement, c'est tout le cap embrouillé pour ne pas dire inexistant de la politique étrangère de la France qui est aujourd'hui contesté. Et comme le chef de l'Etat est constitutionnellement responsable de la politique étrangère, il en a tracé dans son allocution de dimanche les contours, notamment dans son volet «politique arabe de la France». Comme il l'a toujours fait en accolant immigration et insécurité, Sarkozy a trouvé un rapprochement sémantique en triptyque : «diplomatie, sécurité, flux migratoire», il avouait même dimanche soir :



«Avec le Premier ministre François Fillon, nous avons décidé de réorganiser les ministères qui concernent notre diplomatie et notre sécurité.»

Cette sécurité de la France et de l'Europe, pour Sarkozy, pourrait être menacée «car ils (ndlr les pays arabes) peuvent aussi bien sombrer dans la violence et déboucher sur des dictatures pires encore que les précédentes si toutes les bonnes volontés ne s'unissent pas pour les faire réussir». Très généreux est son appel à ces bonnes volontés s'il n'était suivi immédiatement par le spectre de l'envahissement : «Nous savons ce que pourraient être les conséquences de telles tragédies sur les flux migratoires devenus incontrôlables et sur le terrorisme.» C'est le FN qui, au lendemain de cette allocu-



Photos : DR

tion de dimanche, exprimait sa joie d'être aussi bien suivi par le président, lui demandant dans le même temps d'aller un peu plus en avant dans la lutte contre l'immigration.

Coup sur coup, deux groupes de diplomates se sont exprimés ces derniers jours, dans des tribunes médiatiques sur la politique extérieure de la France. Le groupe Marly, constitué d'une quarantaine de diplomates de générations différentes, d'obédiences politiques variées, certains actifs, d'autres à la retraite, a publié le 22 février dernier dans le quotidien *Le Monde* une tribune intitulée «La voix de la France a disparu dans le monde», suivi dimanche 27 février par un groupe qui a pris pour nom «Albert Camus», constitué de diplomates en poste au Quai d'Orsay et qui

s'est exprimé dans le quotidien *Libération* pour décrire «une crise structurelle de la diplomatie française et sa peur du changement». Dans cette dernière tribune intitulée «Avec le départ d'Alliot-Marie, il faut remettre la diplomatie française à plat», les signataires pointent d'abord du doigt le choix malheureux d'Alliot-Marie à la tête de la diplomatie et qui a conduit à «une voix de la France inaudible». Mais expliquent-ils, cette crise diplomatique tient plus à des raisons structurelles que conjoncturelles car «malgré ses références mécaniques aux droits de l'Homme, la France éprouve les plus grandes difficultés à intégrer dans sa politique étrangère la défense de la démocratie, le soutien aux dissidents et à la transformation des régimes», ces principes devant, disent-ils, être prioritaires dans l'agenda international.

Il faut «remettre à plat», préconisent-ils, cette diplomatie en faisant du dialogue avec les sociétés civiles une constante. Quant au groupe Marly, qui développe dans sa tribune le recul de la voix de la France dans le monde et déplore «le suivisme à l'égard des Etats-Unis qui déroutent beaucoup de nos partenaires», faisant allusion au retour de la France dans le commandement de l'OTAN, ses signataires dénoncent «la politique de l'improvisation et d'impulsion successives qui s'expliquent souvent par des considérations de politique intérieure».

De son côté, dans une conférence de presse il y a 15 jours, Dominique de Villepin, qui n'est plus aux affaires aujourd'hui, il est vrai, pointe du doigt ces peurs entretenues et propose que «l'Europe des peurs doit céder la place à l'Europe des peuples».

Il faut juste espérer en ces temps troubles de politique interne et externe de la France qu'Alain Juppé reste au plan des principes et de leur mise en œuvre, celui qui a fait entendre une voix libre, différente, en dissonance avec celle du pouvoir sarkoziste et ce, à deux reprises : le 15 février dernier en déclarant son hostilité à propos du projet de loi sur l'immigration, notamment dans son volet de déchéance de la nationalité.

Une deuxième fois, Juppé s'est distingué à propos du débat relatif à l'islam que compte engager l'UMP et à sa tête Copé : s'il s'est déclaré pour l'interdiction des prières publiques, il a toutefois interpellé sur la manière dont doit se dérouler ce débat «des règles identiques pour tous» et a rappelé «qu'il existe des processions catholiques dans les rues».

Politique intérieure et extérieure étant fortement liées, il est à espérer qu'il puisse influencer sur cette dernière, même si c'est Sarkozy qui en reste le responsable.

K. B.-A.

COMMUNIQUÉ

Scoop version arabe, l'autre avantage des abonnés Djezzy

Après le lancement en 2008 du service Scoop en français qui a reçu un grand accueil, voici que Djezzy met à la disposition de ses fidèles abonnés le service Scoop en langue arabe.

Scoop est un service média qui va donner un avantage certain en matière d'informations à tous ceux qui le posséderont. Scoop est l'atout en plus, nécessaire pour être bien informé où que l'on soit.

Fiable, il fait appel aux canaux officiels pour s'alimenter en contenu informatif, notamment les news de toutes sortes de l'Agence Presse Service (APS), les infos culturelles de l'Office national de la culture et de l'information (ONCI), ainsi que la météo grâce à l'Office national de météorologie (ONM), ainsi

que les horaires de prières fournies par la Direction des affaires religieuses.

Pour avoir le service Scoop, il suffit de s'inscrire via le site web à travers la section inscription puis se laisser guider sinon s'inscrire via le 404 par appel ou SMS.

Il est possible également de recevoir du contenu immédiatement à la demande sans souscription au service, en envoyant un mot clé par SMS au numéro court 303 ou par appel vers le 313.

Avec le service Scoop, l'abonné Djezzy est toujours à la pointe de l'information dans la langue de son choix.

OTA, ensemble tout est possible.